

Dossier d'animation

Sommaire :

- lettre du Secrétaire Général (pages 2 et 3)
- résumé de la démarche proposée par le Conseil National (pages 4 à 7)
- calendrier (page 8)
- outils (page 9)

Annexes:

- annexe 1 (chiffres chômage jeunes et échecs scolaires) (pages 10 à 12)
- annexe 2 (quelle offensive idéologique de la droite sur l'emploi et la formation?) (pages 13 à 14)
- annexe 3 (continuité d'une bataille structurante) (pages 15 à 16)
- annexe 4 (décryptage réformes du secondaire et contre projet) (pages 17 à 22)
- annexe 5 (décryptage réformes emploi et insertion des jeunes et contre projet) (pages 23 à 26)
- annexe 6 : Autonomie des jeunes, Quelles réponses du MJCF? (pages 27 à 28)





Mouvement Jeunes Communistes

Chers camarades,

Nous vivons une période politique inédite. Depuis 20 ans, les capitalistes du monde entier n'ont cessé de crier victoire et d'assurer que le laisser faire libéral et la loi du marché, allaient amener au bonheur les peuples du monde entier.

Depuis un an, ce système connaît l'une des plus importantes crise de son histoire, révélant son incapacité à répondre aux besoins de l'humanité par sa nature aussi injuste qu'inefficace. Démonstration est faite que le capitalisme n'est ni amendable, ni « moralisable ».

Les conséquences nous les connaissons trop bien car nous les vivons au quotidien. En France depuis un an ce sont 450 000 postes de travail qui ont été détruits, 72 000 entreprises qui ont fait faillites, et plus de 600 000 jeunes supplémentaires au chômage.

Les tenants de l'ordre établi font évidemment mine de dénoncer ses excès, de trouver des boucs émissaires comme les traders, de trouver des fusibles comme les banques, pour mieux évacuer le débat sur la mise en cause du système lui même, qui permet, autorise et incite ces « excès ».

Cette tentative de diversion ne poursuit qu'un seul but: sauver le système pour permettre au capitalisme et à ses serviteurs d'asseoir et de pérenniser leur domination.

Ils ne renoncent pas, bien au contraire. Au cœur de l'offensive de la droite: l'emploi et la formation.

Leur objectif? refonder totalement la finalité et les contenus de la formation initiale pour transformer radicalement le marché du travail.

Ainsi, les "remèdes" à la situation des jeunes préconisés par la droite et le Medef ont invariablement le même goût : maxi insécurité pour mini salaires, mini droits pour maxi profits.

Leur rêve ? Faire de nous des individus isolés et courbés devant les chefs, utilisant nos savoirs et nos savoir-faire à faire fructifier leurs capitaux, habitués à se satisfaire des miettes qu'on nous donne sans réclamer autre chose...

Leur moyen ? S'appuyer sur nos aspirations pour mieux en dévoyer le contenu, substituer leurs réponses d'atomisation et de mise en concurrence des individus à celles que nous voulons imaginer tous ensemble.

A l'inverse de cette offensive régressive, la situation appelle à la construction de réponses neuves pour renverser complètement les logiques.



C'est pourquoi les jeunes communistes ont décidé de lancer une campagne de luttes et de propositions sur l'emploi et la formation.

Cette campagne nous la voulons ouverte et rassembleuse. Cette campagne nous décidons de la mener en changeant de braqué.

Depuis 2002, le MJCF a été de toutes les luttes, de tous les combats, de toutes les mobilisations.

Si nous avons été un des acteurs incontournables de cette période en fournissant les outils de compréhensions et d'analyses des projets rétrogrades de la droite auprès des jeunes, nous n'avons souvent eu que peu de temps, pour avancer sérieusement des batailles sur notre projet et nos propositions.

C'est exactement l'ambition que se donne cette campagne: sortir de l'unique réponse aux projets de la droite. Désormais les questions c'est nous qui allons les poser et le calendrier l'imposer!

Ce que nous voulons, c'est répondre aux situations d'urgences concrètes que vivent les jeunes tout en dessinant d'autres perspectives en termes de choix de société.

Répondre à l'urgence, c'est ce que nous allons faire en exigeant la mise en place de notre système d'allocations et la conversion des emplois précaires en emploi stable.

Faire vivre d'autres logiques, c'est ce que nous faisons quand nous proposons de coupler ces allocations à un système de nouveaux droits pour les jeunes en termes d'accès au logement, aux soins, à l'emploi, à la formation, aux transports, à la culture et à la citoyenneté.

Cela en posant une question simple: « l'argent pour l'argent ou alors l'argent pour satisfaire les besoins humains? »

Affirmer ces droits, ce n'est pas demander « l'égalité des chances », c'est exiger les conditions nécessaires à chacun pour se former et travailler dans de bonnes conditions. C'est être en capacité de faire des choix pour sa vie en tant que citoyen, délivré du chômage et libéré de la loi du marché.

C'est le sens du combat pour des droits nouveaux, en commençant ici par les questions d'emploi et de formation.

Cette campagne sera marqué par de nombreux rendez-vous.

D'initiative coups de poings au table ronde régionales, les jeunes communistes ont bien l'intention de faire parler d'eux dans les prochains mois!

Pas pour eux mêmes, mais bien pour être toujours plus utile à changer la vie des jeunes et la société.

Cette campagne peut et doit être victorieuse!

Pierric Annot,
Secrétaire Général du MJCF.

I- résumé de la démarche proposée par le Conseil National.

C'est suite à l'Assemblée Nationale des Animateurs de mai 2009 essentiellement consacrée à la problématique de l'emploi et de la formation, que nous avons commencé à dessiner les contours de cette campagne de rentrée.

Le Conseil National du mois de Juin a ensuite acté un calendrier et des outils. Ce calendrier a été réadapté lors de la réunion des coordinateurs départementaux du 5 septembre pour mieux coller aux besoins des Fédérations. Tu le trouveras dans ce document.

Nous avons donc choisit de mener cette campagne **sur deux fronts: celui de la formation initiale par la continuité de notre travail de décryptage de la réforme du secondaire et le travail sur notre contre projet, et celui de l'emploi des jeunes** par la lutte contre les emplois précaires et la sécurisation de l'insertion professionnelle.

- Pourquoi cette campagne sur l'emploi et la formation?

Nous avons décidé de cette bataille pour répondre à 3 enjeux essentiels.

- **Répondre à l'urgence sociale :**

Les jeunes sont les premières victimes de la crise, et se retrouvent dans une situation de précarité inédite! (plus de 600 000 qui arrivent sur le marché du travail et 23.9% de chômeurs chez les 18/25 ans soit une augmentation de près de 30% en un an).

Les moins de 25 ans sont sans revenus (c'est le seul moment de la vie où il n'y a pas de protection sociale spécifique), la précarité est aujourd'hui exacerbée, il y a une explosion des inégalités scolaires, de l'échec scolaire et un abatement de réformes par la droite, avec comme résultat 150 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans qualification. Donc que ce soit en matière d'emploi ou de formation l'urgence sociale est bien là.

(pour aller plus loin: fiche annexe n°1)

- **Répondre à la bataille idéologique** menée actuellement par la droite sur le lien entre l'emploi et la formation.

D'une part avec la vision utilitariste de la formation faite uniquement pour servir les intérêts du marché.

On ne forme plus que sur des compétences restreintes pour répondre aux besoins des bassins locaux.

D'autre part, par les réformes sur la formation initiale qui refonde par la même occasion le marché du travail.

Tout ce qui est casse des diplômes nationaux, des formations collectives, qui par le même coup casse les droits collectifs au travail, par l'individualisation des parcours et donc des reconnaissances collectives dans les entreprises.

(pour aller plus loin annexe n°2)

- **Pour assurer la cohérence et la continuité des batailles de la JC.** Cette bataille s'inscrit dans la bataille des nouveaux droits avec un recentrage sur les questions d'emplois et de formations qui sont les axes aujourd'hui qui touchent le plus à la vie des jeunes et à l'urgence sociale. Tout le travail sur cette campagne doit nous permettre d'enrichir notre projet et nos propositions notamment sur l'emploi et la formation, ainsi que de mener une bataille structurante qui permette le renforcement de notre organisation.

(Pour aller plus loin annexe n°3)

- Quels axes prioritaires d'interventions des jeunes communistes pour cette campagne ?

Aujourd'hui, la droite confisque les savoirs et les connaissances.

Comme nous le disions les inégalités scolaires explosent, seule une élite est armée pour faire les bons choix et a accès à ces savoirs.

Au contraire, nous pensons qu'avec la révolution informationnelle qui offre de nombreux de possibles, nous pouvons avoir un partage des savoirs et des connaissances, être formé aussi pour être des citoyens et pas des machines à exécuter.

Nous pensons que nous pouvons répondre au contraire de la droite aux besoins de formations permanente, à l'évolution du travail et permettre la mobilité tout au long de la vie en prenant en compte l'épanouissement de chacun.

Pour cela, nous avons besoin de réformes structurelles et immédiates qui répondent à l'urgence.

La campagne est donc centrée sur deux fronts :

1 - La formation initiale par notre travail de décryptage des réformes du secondaire et par nos 4 axes de contre projet qui sont :

- droit à choisir son parcours de vie
- droit à une formation de qualité
- droit à être formé dans de bonnes conditions
- droit à la citoyenneté

(pour aller plus loin annexe n°3)

(parallèlement, la commission éducation va travailler à approfondir notre analyse et nos propositions sur l'apprentissage et la formation professionnelle)

2 – L'emploi et l'insertion des jeunes autour d'exigences immédiates :

- **Un CDI pour tous les jeunes arrivant sur le marché du travail.** Avec un contrat qui doit assurer au jeune travailleur le même salaire que les autres salariés de même qualification et de même poste. et doit également lui permettre de bénéficier d'un droit à une formation continue adaptée à ses diplômes et à sa qualification.

- **Un plan de conversion de tous les emplois précaires en emplois stables et sécurisés.** Les contrats d'apprentissage, d'alternance ou de professionnalisation doivent donner une rémunération au moins égale au Smic, lui-même revalorisé à plus de 1 500 € net.

- **La mise en place d'une allocation de formation, de recherche du premier emploi, de retour à la formation** d'un montant adapté à la situation de chaque jeune et financé par l'ouverture d'une nouvelle branche de la Sécurité Sociale.

- **Des Droits nouveaux pour les salariés et les comités d'entreprises** afin qu'ils puissent intervenir sur la définition des choix de gestion et des stratégies des entreprises et des banques.

(pour aller plus loin annexe 5)

Comment mener cette campagne?

- **Sur la formation initiale : informer massivement sur la réforme des lycées et sur notre contre projet. Pour cela, plusieurs outils existent déjà, tu les trouveras dans la rubrique « outils » de ce dossier.** Suites aux annonces de Sarkozy aujourd'hui sur la réforme du lycée, d'autres matériels vont bientôt arriver pour effectuer un travail de sensibilisation autour de nos 4 axes évoqués juste avant. En complément à ce travail, dans le cadre de la bataille, selon les endroits il est possible de monter des batailles locales dans les lycées comme avec la bataille nouveaux droits (cf ateliers ANA 2009). Toutes les initiatives peuvent être envisagées comme réunion d'information avec les lycéens, débats....
- **Sur l'emploi :** on propose dans un premier temps de faire monter la sauce sur la lutte contre les emplois précaires et la sécurisation de l'insertion professionnelle **en articulant luttes concrètes et travail sur notre projet et nos propositions.** Les luttes concrètes passeront dans un premier temps par les **opérations coups de poing** et le travail sur notre projet par les **tables rondes ouvertes départementales et régionales sur l'emploi et la formation.**

Quel calendrier ?

- **Dans la semaine du 4 au 8 novembre**, initiatives coup de poing de toutes les fédérations du mouvement en direction des Chambres de commerces et d'industrie. (des éléments plus détaillés vont vous être envoyés. Pour des raisons stratégiques et de confidentialités, il convient de rester discret pour ne pas éveiller les soupçons des RG!).

D'autres initiatives peuvent être envisagés par exemple devant les banques pour exiger l'utilisation de l'argent pour l'emploi et la formation et non pour la spéculation, ou encore devant des entreprises qui ont ont recours massivement à l'emploi précaire.

L'idée est d'être pendant une semaine une force de frappe nationale. Nous recenserons toutes les initiatives des fédérations pour prévenir la presse...

- **Dans cette semaine et les semaines d'après** auront lieues des diffusions massives de tracts et de signature de pétition sur des mesures d'urgence pour le droit au travail des jeunes devant les « boites à jeunes » et les pôles emploi, mission locales...
- **Décembre** : organisation de tables rondes départementales sur l'emploi et la formation.
- **Janvier** : organisation de tables rondes régionales pour être force de propositions sur ces questions dans la campagne des régionales puisque les régions ont des compétences sur ces questions.

Outils

1) Pour le secondaire :

- **Tracts** déjà sur le site et ceux à venir.
- **Livret d'analyse de janvier 2009** disponible sur le site du MJCF (il sera réactualisé suite aux annonces de Sarkozy sur la réforme du secondaire)
- **Ce dossier d'animation**
- **Les suivis**
- **Avant Garde du mois de septembre**

2) Pour l'emploi et l'insertion :

- **Dossier d'animation général**
- **Une note sur le dispositif des allocations et des nouveaux droits.**
- **Pétition sur des mesures d'urgence pour le droit au travail des jeunes.** (*cette pétition doit être massivement signée dans les fédérations et doit également permettre de prendre des contacts de jeunes pour ensuite les inviter à nos tables rondes. Une remise nationale des pétitions signées pourrait avoir lieu au mois de janvier avec la presse.*)
- **Les suivis** qui aideront à travailler les objectifs précis par fédérations (sur les tables rondes et les initiatives coups de poings) et à l'appropriation de la bataille.
- **tracts à venir**
- **Avant Garde du mois de septembre**

3) Sur les tables rondes,

- *des camarades travaillent un dossier sur les compétences des régions et les dispositifs existants déjà sur l'emploi et la formation pour que nous puissions ajuster nos propositions lors de ces tables rondes. Il y aura aussi des éléments concrets pour mettre en place ces tables, invitations types dans un prochain document en cours d'élaboration.*

Annexe 1

(chiffres chômage jeunes et échecs scolaires)

Quelques chiffres sur la situation de l'emploi:

Leur taux de chômage des 18-25 ans en France est l'un des plus forts des pays de l'OCDE atteignant 23,9 %, (en hausse de 28% sur un an) soit 4 point de plus que la moyenne. (32% en Espagne !!!) 62% des jeunes diplômés en 2008 n'ont toujours pas trouvé de travail au bout d'un an.

Aujourd'hui, outre les plans sociaux et les suppressions d'emplois, beaucoup d'entreprises gèlent leurs embauches, en particulier au détriment des jeunes.

Les licenciements pour motif économique tirent désormais le chômage après les suppressions d'emplois intérimaires et les non renouvellements de CDD qui ont massivement touché les jeunes étant la catégorie la plus concernée par ce type d'emploi.

L'INSEE prévoit 698.000 destructions nettes d'emplois dans les secteurs marchands non agricoles cette année.

Les offres d'emploi, de leur côté, pour l'essentiel sur des postes temporaires (moins de 6 mois) ou occasionnels (moins d'1 mois) ont diminué de 15,6% en un an.

Le taux de chômage officiel pour l'ensemble de la population devrait atteindre 10,1% au 4ème trimestre (1,5% DOM compris), alors qu'il était encore de 8,7% au 1er trimestre. Au total, selon l' INSEE, la France compterait 704.000 chômeurs supplémentaires fin 2009!

Ce chômage massif va s'accroître sensiblement en cette rentrée l'arrivée sur le marché du travail d'une nouvelle cohorte de jeunes sortant du système éducatif.(plus de 600 000)

250 000 jeunes de plus pourraient se retrouver au chômage d'ici fin 2010.

Premier bataillon à occuper les emplois précaires en tant « normal », nous sommes donc les premiers à servir de variable d'ajustement aux entreprises.

Les dernières études révèlent qu'aujourd'hui un jeune traverse un SAS de précarité de 11 ans en moyenne avant d'accéder à un emploi stable et correctement rémunéré! En 2005/2006, seuls 16% des jeunes de 15 à 24 ans en CDD sont en CDI un an après, contre 45% dix ans auparavant.

Au delà des chiffres, les conséquences concrètes dans la vie d'un jeune, c'est aucun revenu pour se soigner, se déplacer pour chercher un travail, pour se loger, pour vivre et construire sa vie tout simplement...c'est transformer ce qui devrait être l'une des plus belle période de la vie en un parcours du combattant pavé de la précarité.

En dessous de 25 ans: aucun système de protection sociale pour les jeunes sans travail.

En effet, dans la société française, grâce à notre système de protection sociale, à chaque période de notre vie, nous sommes rattachés à un système de droits et de revenus.

De la petite enfance à la fin de l'adolescence par la famille et des dispositifs types allocations familiales, à l'age adulte en situation d'emploi par l'assurance chômage, à la retraite par notre système par répartition bien mis à mal par la droite ces dernières années.

Si avant 25 ans on est privé d'emploi ou de recours familial, on est du point de vue de la redistribution sociale dans un « quasi vide juridique »!

Et avec d'un coté la généralisation de la formation initiale longue et de l'autre les difficultés accrues d'entrée dans l'emploi des jeunes, du premier emploi à l'emploi relativement stable, **on assiste à un allongement de cette période d'extrême fragilité utilisée par les capitalistes pour contraindre les jeunes a accepter n'importe quel emploi précaire, mettant ainsi en concurrence les générations de salariés et tirant l'ensemble de leurs droits vers le bas.** (cf CPE)

Il y a donc urgence à sortir les jeunes de la précarité, à sécuriser leurs parcours de vie et leur entrée dans la vie active.

Et bien sur en commençant par résister aux attaques de la droite contre notre système de formation initiale et en portant notre contre projet.

Quelques chiffres sur les failles du système éducatif actuel:

Les dégâts déjà causés par les réformes précédentes font que l'inégalité, la reproduction sociale, sont déjà organisées par le système éducatif actuel.

Deux exemples : **1) les failles du système actuel amènent environ 150 000 jeunes par an à sortir du système scolaire sans aucune qualification**, ce qui signifie un largage sans aucune protection sur un marché du travail où il

constitueront la main-d'œuvre la plus exploitée, la plus soumise au chantage à l'emploi et aux politiques de bas salaires ;

2) les répétitions de plans de casse de l'emploi public, avec par exemple 11 200 suppressions de postes dans l'Éducation nationale à la dernière rentrée et les 13 000 annoncée en cette rentrée, crée, en plus de conditions d'études plus difficiles, des problèmes très concrets d'affectation, notamment dans les territoires les plus socialement défavorisés. Cette année encore des centaines de lycéens se retrouvent sans bahuts.

Il s'agit donc sur ces deux volets (l'emploi et la formation) de commencer par répondre aux situations d'urgences concrètes que vivent les jeunes, de partir de ce qu'ils vivent au quotidien pour amener à la prise de conscience des responsables de cette situation, le capitalisme et ses serviteurs.

Annexe 2

(quelle offensive idéologique de la droite sur l'emploi et la formation?)

Cette Offensive idéologique développe une vision utilitariste des savoirs, de l'éducation.

Selon ce principe, la finalité unique de la formation initiale serait de former à un métier précis avec des compétences précises pour exécuter des tâches précises... En gros : être assez formé pour exécuter mais pas suffisamment pour critiquer, questionner, remettre en cause....

La droite met donc en œuvre une véritable révolution du système éducatif en soumettant en permanence nos contenus de formation aux besoins immédiats du marché.

Et ils vont encore plus loin. Les logiques des récentes réformes de l'enseignement supérieur comme la LRU sont reproduites sur les réforme du secondaire.

Le but poursuivi : refonder totalement les objectifs et les contenus de la formation initiale pour transformer radicalement le marché du travail et casser tous les droits collectifs.

Jusqu'à maintenant, avoir un diplôme permettait de revendiquer des droits, en particulier en terme de salaire et de conventions collectives de travail, mettant les salariés de même niveau à égalité.

Avec les nouvelles règles de formation, il nous faut oublier les idées d'égalité et de solidarité. Moins de diplômes, et plus de « compétences » : sous l'argument de lutter contre le chômage et de travailler à une plus grande « employabilité » des jeunes, la droite détruit nos derniers acquis sociaux.

L'idée est simple : un socle commun très réduit, et beaucoup de «compétences», des petites options dispersées que les jeunes devront mettre en valeur pour décrocher un emploi.

Et comme le voisin n'aura plus exactement le même parcours ou la même attestation de niveau, la guerre pour l'emploi est déclarée...

Un projet global

Ces attaques sur la formation initiale, ne sont pas isolées, mais bien le maillon d'un projet global pour toute la société, dans lequel la formation des futurs travailleurs est un enjeu crucial.

Lorsqu'on étudie les points clefs du projet de Darcos (autonomie des établissements, individualisation des parcours de formations, opposition idéologique entre compétences « professionnalisantes » et savoirs « abstraits »), on est frappés par la ressemblance avec une autre application zélée des objectifs néolibéraux fixés par les chefs d'État européens à tous les pays membres, à savoir la LRU.

La droite veut en effet remodeler entièrement la formation initiale pour l'adapter aux exigences contradictoires du capitalisme cognitif*.

Elle a commencé par l'enseignement supérieur et les filières professionnelles, attend que la tempête se calme pour enchaîner avec le lycée général et technologique et fourbit son plan d'attaque pour le collège, l'école primaire et la maternelle.

On peut donc aisément trouver une cohérence des politiques éducatives, outre celle, explicite, de l'application de la Stratégie de Lisbonne, avec l'ensemble des attaques contre les droits sociaux dans l'emploi et la formation. Car une réforme sur l'école conditionne le monde du travail de demain.

C'est pour cela que la droite et le patronat accordent tant d'importance à leurs réformes de l'éducation : en anéantissant tout référent commun entre les élèves, c'est également les référents communs des salariés de demain (droits communs à l'ensemble des salariés ou des corps de métier) qui vont en pâtir.

En conclusion, c'est bien la question de la finalité de la formation initiale qui est posée.

Là où la droite lui fixe comme objectif de donner un socle commun minimaliste à l'ensemble des travailleurs puis de leur donner un savoir parcellaire et hyperspécialisé, conditionné socialement par les inégalités (encouragées par l'autonomie) entre les établissements et par l'auto-sélection voulue par l'individualisation des parcours scolaires, nous devons opposer un projet porteur d'une émancipation individuelle et collective par le partage des savoirs et l'encouragement d'un esprit critique citoyen, tout en travaillant avec rigueur le lien emploi-formation.

Annexe 3

(continuité d'une bataille structurante)

Le troisième enjeu de cette campagne et d'avancer dans la cohérence de notre projet et des batailles de la JC.

En 2008 nous avons décidé de lancer une bataille sur les nouveaux droits pour les jeunes en terme d'accès au logement, aux transports, à la citoyenneté, aux soins, à la culture, aux loisirs...

Ici nous décidons de prendre un virage dans la continuité de cette bataille sur les questions d'emploi et de formation. Cette campagne doit nous amener jusqu'aux élections régionales pour que le MJCF soit une véritable force de proposition.

Cette campagne doit aussi être structurante et permettre de renforcer notre organisation.

Elle doit nous permettre un va et vient permanent entre la réponse aux problèmes concrets que subissent les jeunes au quotidien et notre projet de société, un aller retour entre question théorique et luttes immédiates.

Partir du réel, c'est aussi partir des jeunes tels qu'ils sont pour ne pas les laisser là où ils sont.

Comme chacun dans cette société ils sont le produits des influences de la pensée dominante et pour beaucoup travaillés par les contradictions que nous (et d'autres) y apportons.

Il est illusoire de vouloir s'adresser aux jeunes avec un discours plaqué faisant fi de la ou ils en sont.

Beaucoup n'ont que faire des théories prémachées mais cherchent des solutions à leur vécu, à nous de nous y adapter et de tirer le débats sur les responsables de ces situations, le système capitaliste et ces serviteurs.

C'est allier et adapter la théorie et la pratique, les idées et leurs diffusions.

Par le discours que nous tenons et par les pratiques qui les animent, nous construisons à chaque fois du potentiel révolutionnaire.

Et c'est la sûrement une des clé de la période. Ne rien sous estimer, mesurer la portée de tout nos gestes militants du quotidien, à nous de les démultiplier, c'est la aussi ce que nous voulons entreprendre avec la bataille des nouveaux droits. Initier des débats, des luttes, des discussions sur chaque lieu de vie des jeunes le plus localement possible.



Et cela en posant la question de l'adhésion à chaque jeune que nous rencontrons. Non pas pour faire du chiffre, mais bien pour être toujours plus nombreux à réfléchir, à agir, à construire.

Annexe 4

(décryptage réformes du secondaire et contre projet)

3 concept clé du projet de la droite: autonomisation des établissements, individualisation des parcours, compétences contre savoirs.

- L'autonomisation des établissements

C'est la préconisation première du rapport Pochard rendu au printemps 2008. Celui-ci poussait à son extrême la logique de la loi Fillon de 2005 : **pour tous un « socle commun » minimum et ce qu'il ne contient pas est laissé « au choix des équipes enseignantes »** sur la base de leur propre « projet de réussite éducative ».

Par conséquent, **l'État se dédouane de ses responsabilités en termes d'objectifs de réussite scolaire au dépend de l'établissement.**

En dehors de ce que Darcos appelle le bloc « enseignements généraux » (le socle commun de Fillon), les options varieront donc davantage entre les lycées, de même que, selon le nombre de professeurs disponibles, les « activités d'accompagnement et d'orientation ».

Et pour pousser cette logique de prétendue autonomie jusqu'au bout, la « performance » des lycées sera évaluée et en quelque sorte sanctionnée, puisqu'en fonction des résultats au BAC, les lycées se verront attribuer plus ou moins de moyens.

L'édification d'une école à plusieurs vitesses est ici clairement encouragée, puisque ce sont les lycées avec les meilleurs résultats qui seront ceux qui auront le plus de moyens. Dans cette logique-là, l'enjeu central est que seul l'enseignement « de base » est garanti par l'Éducation nationale, ce qui est tout à fait cohérent avec la suppression de la carte scolaire : on concentre les élèves en difficulté dans les mêmes établissements, quand quelques « méritants » boursiers pourront les quitter pour rejoindre des lycées dits d'élite.

- Individualisation des parcours

La droite ne se contente pas de créer un système à plusieurs vitesses entre les établissements, puisqu'elle organise aussi l'inégalité au sein des

établissements, à travers l'idée d'individualiser les parcours scolaires afin en fait d'aboutir à une auto-sélection des élèves.

Car en modularisant les parcours scolaires, c'est-à-dire en fragmentant les savoirs proposés entre différents blocs d'options entre lesquels l'élève doit choisir, on pose le problème des clefs qui conditionnent ce prétendu libre choix des élèves et des familles.

Toutes les familles n'ont pas les clefs permettant de pouvoir décider quel enseignement il est utile ou non de mettre en priorité dans le parcours de l'élève. Alors, lorsque, dans le même temps, on fait peser cette plus grande responsabilité sur l'élève vis-à-vis de lui-même et qu'on supprime de plus en plus de postes, notamment dans le domaine de l'orientation, qu'on menace les RASED, alors apparaît clairement l'objectif d'une orientation par l'échec, qui va de pair avec la fin du redoublement, que Darcos a publiquement souhaitée à plusieurs reprises. **La réussite au lycée est ici considérée comme un facteur individuel, résultat de choix et de différences de mérite, ce qui a pour but de masquer l'enjeu de classe qui conditionne le système éducatif.**

- Compétences contre savoirs

Compétence et savoir sont deux notions à différencier : la compétence se définit comme une capacité dans un domaine donné. Le savoir se définit comme la mise en cohérence de compétences et d'informations, leur inscription dans une histoire de pensée.

L'objectif de fond du gouvernement et du MEDEF dans cette réforme du lycée, c'est d'accroître les compétences des futurs salariés dans des domaines précis (sans pour autant leur donner un diplôme sanctionnant l'acquisition de ces compétences et pouvant être opposable devant l'employeur) afin, à l'heure de la révolution informationnelle, d'être plus productifs au travail (« l'employabilité de la stratégie de Lisbonne »).

Mais ces salariés ne verront pas leur niveau de compétence global augmenter, ce qui a des conséquences sociales directes (stagnation au mieux des salaires, division organisée entre les salariés...) mais aussi idéologiques : le patronat préfère que le salarié ne soit pas en capacité de maîtriser son rôle dans le processus de production et / ou le service qu'il rend à la société.

Voilà l'enjeu de diviser les contenus des formations en savoirs parcellaires : on spécialise à fond (voir la LRU) en ne permettant pas la mise en cohérence des compétences et des informations nécessaires pour se créer un esprit critique.

Pourtant, la révolution informationnelle crée une diversité de compétences potentielles inédite dans l'histoire de l'humanité et permettrait le progrès de civilisation de l'ensemble des citoyens si elles étaient organisées dans un tout cohérent. Au lieu de ça, on renvoie à l'individu la responsabilité d'opérer par lui-même cette mise en cohérence de bouts de savoirs dans des champs différents, ce qui renforcera délibérément la reproduction sociale dans le lycée du XXIème siècle.

Nos réponses alternatives:

On le sait les jeunes, ces dernières années, ne cessent de battre le pavé notamment sur les questions de la formation : LMD, Fillon, suppression de postes, rapport pochard, LRU, réforme Darcos... La contestation contre le projet de la droite est très forte : éducation au rabais, inégalité et concurrence entre les établissements et entre les jeunes eux même. Trop c'est trop. Surtout quand on pense à toutes les conséquences de leur réforme demain dans le monde du travail : qui dit individualisation des parcours voulu par Darcos dit casse du code du travail.

Mais dans le même temps on sait que beaucoup de chose ne vont pas dans l'école telle qu'elle est aujourd'hui : problèmes d'orientation, classe surchargée, décrochage scolaire, problème dans l'apprentissage, etc.

C'est pour cela que nous devons avoir des propositions à leur opposer pour construire l'école de la réussite de tous.

Notre mouvement ne part pas de rien sur les questions de formation.

Des propositions pour changer immédiatement la vie des jeunes à l'école nous en avons déjà mais il nous faut continuer à échanger pour les améliorer et se les approprier pour pouvoir les partager et les faire évoluer avec un maximum de jeunes possibles qui comme nous subissent au quotidien la casse de notre éducation.

Donc des propositions pour changer nos conditions et parcours de formation tout de suite mais il nous faut aussi avancer continuellement sur des

questions de fond pour construire à long terme l'école de la réussite et de l'épanouissement de tous.

Pour répondre à ces deux exigences la commission Savoirs/éducation du Mouvement propose 4 axes de réflexions :

1- Droit de choisir son parcours de vie :

On l'a dit la droite tente de transformer en profondeur le système d'éducation pour mettre les jeunes au service de l'entreprise : employabilité immédiate, développement à outrance de l'alternance, des stages en lieu et place des créations d'emplois (avec bien sur des cadeaux aux entreprises), etc.

Notre réflexion sur les parcours de vie est donc essentielle : quel lien entre la formation initiale et le travail, est-ce que c'est la formation initiale qui doit s'adapter au travail ou l'inverse, quel contenu d'ambition pour toutes les formations générales, technologiques et professionnelles...

Parce que l'école doit être un lieu qui permet à chacun de définir et de construire son parcours de vie et d'aller au bout de son projet, de ses ambitions ; **il nous faut redéfinir la réussite. Est-ce que réussir c'est simplement scolaire, c'est avoir bac + 3 comme veut nous l'imposer le processus de Bologne (avec 50% d'une génération avec une licence) ou est-ce que c'est permettre à chacun de construire son parcours de vie (personnel et professionnel) et de s'y épanouir ?**

Mais du coup pour construire ce parcours que faut-il imaginer en terme d'orientation, de suivis, de passerelle pour avoir le droit à l'erreur ou simplement de changer d'avis ?

Comment opposer à la notion de mise en concurrence que nous construit la droite par l'individualisation, une notion d'individualisation des suivis ayant pour but de répondre aux besoins de chacun ?

2-Droit à la citoyenneté :

Comment faire pour que le lycée soit un endroit d'émancipation citoyenne, où le lycéen puisse construire son opinion et ses idées tout en exerçant ses

droits citoyens ? Lutter pour le droit de s'exprimer, d'afficher, de débattre,... sont autant de possibilités à développer.

Aujourd'hui on s'aperçoit qu'une bonne partie des jeunes ne se sentent pas citoyen, que la citoyenneté est souvent perçue dans un rapport aux institutions (droit de vote, droit d'être élu, de siéger de le conseil d'administration du lycée,...).

Dans ces conditions, quelle place pour les jeunes dans la citoyenneté ? **S'engager, militer, débattre, résister ... ces gestes ne font-ils pas de nous des citoyens ? C'est sans doute autant une bataille dans les têtes que dans les faits qu'il nous faut mener.**

Comment faire la démonstration que l'on peut être un acteur du changement de société par ces formes de citoyenneté aussi ?

Comment faire la démonstration qu'ensemble on peut créer et agir y compris dans son lycée ?

3-Droit à une formation de qualité :

La droite nous promet une éducation au rabais, non pas tellement par rapport aux générations précédentes (le marché a besoin de travailleurs de plus en plus qualifiés) mais par rapport à ce que l'on pourrait mettre en place aujourd'hui en soustrayant nos formations aux objectifs de rentabilité immédiate et au socle commun minimal voulu par Fillon et Darcos (lire, écrire, compter, cliquer).

Quels savoirs nous paraissent essentiels pour comprendre le monde, pour faire du lycée un lieu de formation des esprits critiques ?

Quel socle commun de connaissances d'ambition pour des formations de qualité et d'ouverture, qu'elles soient générales ou professionnelles ?

Telles sont les questions soulevées par cette axe de réflexion qui peuvent trouver des déclinaisons en propositions immédiates. Par exemple, faire de l'ECJS un espace, dans toutes les filières, de débat d'actualité et de connaissances du fonctionnement de notre société.

4-Droit à être formé dans de bonnes conditions :

Parce qu'on ne naît pas cancre ou bon élève, les inégalités sont déterminantes dans les différences de réussite scolaire.

Ces inégalités entre classes sociales, territoires,... la droite les pousse à l'extrême avec ses réformes : suppression de la carte scolaire, projet de réforme Darcos...

On nous construit une école à deux vitesses selon deux principes : la méritocratie (si tu veux tu peux et on t'aidera à aller dans un lycée d'élite) et les moyens (si t'as de la tune tu auras une formation réputée dans le privé).

Il est donc essentiel de lutter pour un système fait d'égalité de droit qui garantit à chacun d'étudier dans de bonnes conditions tant dans le contenu que les formes.

En effet, les conditions concrètes dans lesquelles on construit son parcours sont aussi importantes pour permettre la réussite de tous : à l'intérieur du lycée (nombre d'élèves par classe, fourniture scolaires comme professionnelles, livres, cantine...), comme pour y aller (transport par exemple), mais aussi en dehors de l'école (accès à la culture ...).

D'autant qu'aujourd'hui les jeunes sont obligés de se salarier pour subvenir à leur besoin : on connaît la situation des étudiants qui bossent mais c'est de plus en plus de lycéen qui sont obligés de s'y mettre.

Annexe 5

(décryptage réformes emploi et insertion des jeunes et contre projet)

Depuis plus de trente ans les politiques en direction de l'emploi des jeunes ont été conçues de manière à intégrer dans nos têtes les notions de fatalité en faisant en sorte que le libéralisme soit accepté comme étant la fin de l'histoire. Le but de la manœuvre étant de nous façonner pour devenir une main d'œuvre pas chère, précaire et corvéable à souhait.

Les petits boulots, l'intérim, les contrats bidons, les TUC, CES, les contrats d'avenir, les contrats jeunes ou encore les CNE, contrat d'autonomie ou contrat de professionnalisation : voilà autant de mesures qui ont mis en l'air la stabilité de l'emploi et la sécurité de nos vies.

Les générations qui entrent sur le marché du travail ne s'y trompent d'ailleurs pas : Plus pessimistes quand à leur avenir, leurs possibilités de mobilité, leurs conditions de vie tout simplement.

Elles ont massivement intégré que le marché du travail est saturé et qu'il faut pour garder du travail, être flexible et peu exigeant.

Le chômage et la précarité de l'emploi agissent comme des épées de Damoclès et incitent de manière plus ou moins consciente à la mise en place de stratégies individualistes « pour s'en sortir », d'autant plus qu'une stratégie collective des plus précaires se heurte dans l'entreprise à un turn over continuels de ces effectifs.

Les politiques mises en place visent donc aussi à déstructurer le marché du travail en diminuant le coût du travail pour les entreprises et en les déresponsabilisant sur le plan social et démocratique.

Même idée à chaque fois: il faut libérer les énergies, aller vers un allègement des contraintes dans la création d'emploi et faire en sorte de simplifier les démarches jugées trop administratives.

Il faut également permettre une plus grande mobilité et flexibilité des salariés et donc nous formater dès le plus jeune âge.

Entendons ici, précarisation à outrance et possibilité de licencier à tout va pour mieux engraisser les actionnaires. Nous sommes la première cible...

La droite enfonce le clou

La droite répond à cette situation par toujours plus de précarité.

Martin Hirsch, haut commissaire à la jeunesse nommé à la fin de l'année 2008 par Nicolas Sarkozy a présenté son plan d'urgence pour l'emploi des jeunes qui consiste à pousser les entreprises à employer des jeunes sous contrats précaires, par le biais d'exonérations de cotisations sociales.

Cette solution a montré son inefficacité depuis trois décennies puisque le chômage des jeunes culmine à 23,9%.

Le résultat est que les entreprises bénéficient de subventions étatiques sans aucune assurance à long terme de l'embauche des jeunes salariés précaires.

Et au nom de quelle perversion idéologique une entreprise devrait elle être dédommagée pour avoir embauché un jeune et profiter au coût le plus bas de sa force de travail ?

De surcroît, ce mode de financement va dans le sens de la destruction de notre protection sociale.

Nos alternatives:

Le système capitaliste s'efforce donc de penser le travail en terme de rentabilité et de profit à l'avantage d'une seule minorité de la population que peuvent être les patrons, les banquiers ou encore les actionnaires.

Alors que cette classe sociale "de haut rang" se remplit les poches des richesses produites par les salariés, ces derniers connaissent de plus en plus le chômage et la précarité.

Toutes les réformes engagées, depuis un certain temps, mais aussi les termes employés par les médias et le gouvernement dévalorisent et déshumanisent le travail des salariés.

Alors qu'on nous parle de "coût du travail" il nous faut nous efforcer à employer le terme de "richesse du travail". Avant d'être un coût pour les patrons, les salariés produisent avant tout des richesses dont ils ne voient pas la couleur.

Bien que les salaires soient indispensables, la valorisation du travail ne doit pas se restreindre à cela. Le travail doit être une source d'émancipation.

Une émancipation au sein même de son emploi par la possibilité d'accéder à des formations rémunérées, mais aussi par la création d'espace permettant la

création de liens sociaux, l'émergence des solidarités, la transmission des savoirs, la valorisation des savoirs faire...

Combattre l'aliénation par le travail consiste à un passage obligatoire de l'amélioration des situations, des conditions et du temps de travail tout comme la santé au travail, une sécurité de l'emploi et de la formation est nécessaire.

Les salariés doivent être en mesure de redonner du sens à leur travail en s'appropriant pleinement leurs outils de production, et en acquérant le pouvoir de contribuer à leur évolution. Le moment du travail doit être un moment émancipateur pour permettre une véritable émancipation humaine.

Dans cette société dite "libérale", le travail est soumis aux contraintes du capital et à la destruction de nos droits sociaux, il s'agit donc de libérer le travail de ces contraintes et d'en faire une activité vraiment libre.

Notre proposition la plus connue vise une sécurisation de l'entrée dans l'emploi et des parcours professionnels, à l'opposé de la précarisation.

Il s'agit d'engager la construction d'un système de Sécurité d'emploi ou de formation.

Achévé, il assurerait à chacun un bon emploi ou une bonne formation pour un meilleur emploi, avec une garantie de droits et de revenus relevés.

Sécurité d'emploi et de formation

Pour faire reculer le chômage, jusqu'à le faire disparaître, en permettant aux salariés d'alterner emploi et formation avec une garantie de revenu dans le travail et hors travail, **une autre utilisation des fonds des entreprises s'impose avec d'autres critères de gestion, de même qu'un autre type de financement émancipé des marchés financiers, de la bourse et du CAC 40¹.**

Cette maîtrise systémique à construire par bouts, comme des légos à agencer les uns aux autres, sans perdre de vue la construction globale, le projet, suppose d'utiliser un certain nombre de moyens qui seraient en fait bien plus que de simples outils.

¹

La mutualisation de recherches, d'investissements, de financements entre entreprises, banques, institutions financières, services publics, bassins d'emplois, États, zones économiques régionales mondiales, le partage, la coopération plutôt que la concurrence sont quelques uns d'entre eux.

La transformation d'institutions existantes, la création de nouvelles contribuant à l'exercice par les salariés, les populations de pouvoirs de contrôle et d'intervention, en sont d'autres.

C'est à partir de cette volonté de répondre à des besoins sociaux, de sécuriser la condition salariale, c'est en prenant en compte ces impératifs à la fois de partage, d'économie des ressources et aussi de contrôle et d'intervention populaire, que l'on pourrait poser la question de changements de propriété et d'une extension des services publics. On serait ainsi dans les prémisses d'un changement de civilisation.

Les propositions des jeunes communistes pour l'insertion professionnelle et le droit au travail des jeunes, s'inscrivent donc dans cette perspective.

Pour cela, nous voulons des mesures d'urgences articulés à ces réformes structurelles.

C'est pour cette raison que nous voulons lutter immédiatement contre toutes formes d'emploi précaire et exiger leurs transformation en emploi stables et correctement rémunéré, et nous nous battons pour la mise en place de trois allocations (études, recherche du premier emploi, et retour à la formation.) Ainsi que d'autres propositions pour sécuriser l'insertion professionnelle des jeunes.

Annexe 6:

Autonomie des jeunes, Quelles réponses du MJCF?

Cette note synthétique à vocation à clarifier dans quelle cadre s'inscrit pour nous l'autonomie des jeunes. En effet, nous nous démarquons d'autres organisation politiques et syndicales de jeunesse sur ce sujet par l'originalité de notre projet de nouveaux droits pour les jeunes.

La question des aides sociales, de l'autonomie des jeunes, les nouveaux droits... Le Mouvement des Jeunes Communistes y répond, et nous devons tous nous emparer de ces réponses.

Les jeunes sont dans des conditions précaires, cela, nous le savons tous. Mais quel est l'enjeu réel pour les sortir de la précarité ?

Doit-on leur donner « l'autonomie », afin de leur permettre d'être indépendant de leurs parents ? Certes, il est important pour la construction personnelle des jeunes qu'ils puissent s'émanciper du cadre familial, mais l'autonomie est une conséquence de la sortie de la précarité, et non l'enjeu principal.

Doit-on donner aux jeunes une allocation d'étude, ou peu importe le nom qu'on donne à une aide directe ? Cette proposition, portée comme « La » solution par les sociaux-démocrates, n'en est pas une. En effet, nous savons pertinemment qu'une aide directe de l'Etat ne fait que rendre les jeunes solvables. Et si les jeunes sont solvables, on leur prend leur argent : augmentation des loyer, des prix alimentaires, des transports...Une allocation seule ne répond donc pas du tout aux besoins.

Le MJCF développe donc le concept de nouveaux droits. En effet, sortir les jeunes de la précarité nécessite deux choses : que le service public réponde à leurs besoin essentiels, et de disposer d'un revenu minimal pour vivre. Cela ce traduit par un certains nombre de luttes :

-Pour un droit à l'emploi, nous luttons pour que le CDI soit la règle, et que le CDD et l'intérim retrouve leur statut de recours exceptionnel, pour que les contrats d'apprentissage soient rémunérés au SMIC, et pour que celui-ci soit revalorisé à 1500€.

-Pour un droit à la formation, nous luttons pour la gratuité de l'enseignement et l'indépendance de l'éducation nationale face au monde économique.

-**Pour un droit au logement**, nous luttons pour soit créé un service public du logement, garantissant aux jeunes l'accès au logement social.

-**Pour un droit à la santé**, nous luttons pour l'accès gratuit au service public de santé, garantit et financé par la sécurité social.

-**Pour un droit au transport**, nous luttons pour le développement de services publics de transport en commun gratuit

-**Pour un droit au revenu**, nous luttons pour la mise en place de trois allocations, de formation, de recherche de premier emploi et retour à la formation, universelles (pour tous les jeunes) et individualisés (en fonction de la situation de chaque jeune).

-**Pour le droit aux loisirs, aux sports et à la culture**, nous luttons pour des dispositifs spécifiques permettant à chacun d'y avoir accès.

L'obtention de ces droits garantirait aux jeunes non seulement un revenu, mais une réel mise en sécurité sociale, en sortant du marché une partie des secteurs vitaux pour la jeunesse et renversant complètement les logiques du système capitaliste. Bien entendu, nous devons encore approfondir notre réflexion sur ces sujets. Nous devons par exemple réfléchir à la mise en place d'une quatrième branche de la sécurité social pour les travailleurs en formations.



POUR NOS VIES!
Y'A URGENCE!



POUR NOS VIES!
Y'A URGENCE!



